

ST 13

« Banaliser » un objet socio-historique : les gauches alternatives dans les années 1968, et leurs devenir.

Ismail Ferhat (UPJV-CAREF), ismail.ferhat@u-picardie.fr.

Bruno Poucet (UPJV-CAREF), bruno.poucet@u-picardie.fr

Des pensées politiques critiques de l'éducation ?

Le cas des gauches révolutionnaires françaises de Mai 1968 aux coordinations d'instituteurs (1987)

L'école, entendue comme le système éducatif, est un enjeu spécifique pour les gauches françaises (J. GIRAULT, 2004). L'idée que le savoir est émancipateur constitue une idée-force qui réunit celles-ci¹. Cependant, les différentes gauches ne se sont pas accordées, historiquement, sur la nature de l'institution scolaire². Les communistes ont ainsi développé des analyses qui leur étaient propres en la matière (A. ROBERT, 2013), pendant que les socialistes ont fait traditionnellement de l'école un outil central de la réforme sociale (I. FERHAT, 2013). Les familles révolutionnaires, ont été très peu étudiées sous cet angle³. Par gauche, révolutionnaire, on entend ici le PSU et les mouvements trotskystes (LCR, lambertistes), ainsi que des tendances d'extrême-gauche des organisations éducatives (syndicalisme enseignant, courants pédagogiques alternatifs)⁴.

L'école constitue pour les gauches révolutionnaires un sujet complexe, autour de Mai 1967-1968 où elles trouvent un espace idéal et militant unique dans l'histoire de France. La période semble valider, pour ces familles par ailleurs concurrentes, l'importance stratégique

¹ Pour mémoire, le journal du SNI a pour titre *l'Ecole libératrice*.

² Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004 ; Paul GERBOD, *Les Enseignants et la politique*, Paris, PUF, 1976 ; René MOURIAUX, *Syndicalisme et politique*, Paris, éditions ouvrières ; André ROBERT, *Le syndicalisme des enseignants*, Paris, La Documentation française, 1995 ; Madeleine SINGER, *Le SGEN, des origines à nos jours*, Paris, Cerf, 1993 ; Jean-François SIRINELLI, *Mai 68*, Paris, CNRS éditions, 2013 5 [2008].

³ Pour le PSU, peuvent être relevés trois mémoires d'histoire de Cellia BOBET, « Les étudiants socialistes unifiés dans les années soixante, une organisation politique étudiante de la guerre d'Algérie à mai 68 », Université de Paris X-Nanterre, 2002, de Myriam DELAY « Le PSU et ses étudiants, 1960-1968 », Université Paris VII, 1992 ainsi qu'Ambroise SOLOMON, « Le PSU et l'enseignement, 1960-1967 », Université Paris I, 2000. Il peut être noté deux chapitres d'ouvrage, l'un d'Etienne PINGAUD « Le PSU dans les universités parisiennes », et l'autre d'Ismail FERHAT, « Le Parti socialiste unifié et le monde enseignant en région parisienne. 1961-1967 », in Tudi KERNALEGENN François PRIGENT, Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER (dir.) *Le PSU vu par en bas*, Presses universitaires de Rennes, 2010 ; pour les lambertistes, voir *BLMR* n° 3, Daniel BENZAÏD et Camille SCALABRINO, *Problèmes du mouvement étudiant*, Paris, Maspéro, 1969.

⁴ Les anarchistes et les maoïstes ne font pas ici l'objet d'un examen : complexité trop grande pour les premiers et sources insuffisantes pour les seconds.

des questions éducatives. Or, de ce fait même, elle met en lumière des fractures idéologiques et militantes qui séparent ces forces. Ce caractère « clivant » des questions éducatives est lié à la fois des aspects idéologiques (appréhension de la nature de l'institution scolaire, politisation des débats pédagogiques, apport des sciences sociales) et stratégiques (configuration des réseaux militants en milieu éducatif, préférences organisationnelles, choix partisans). En effet, stratégie, programme et culture politique nous paraissent liées sur les questions éducatives au sein de ces trois partis.

La période étudiée commence en 1967-1968, moment clef pour les rapports entre les gauches révolutionnaires et l'éducation. Elle s'achève avec les « coordinations » d'instituteurs de janvier-février 1987 contre le décret de « maître-directeur », qui constituent une poussée tardive des thématiques et des méthodes des gauches révolutionnaires dans le domaine éducatif. Presse, archives et publications des mouvements politiques concernés (PSU, Ligue communiste/LCR, OCI/PCI, et des syndicats enseignants (FEN et ses syndicats nationaux, SGEN), entretiens avec des militants constituent le matériau de cette réflexion qui n'est qu'à sa première approche.

Le plan retenu propose d'analyser les mutations des rapports des gauches révolutionnaires à l'éducation en trois temps. La période 1967-1973, marquée par les mouvements étudiants et lycéens, fait du champ éducatif un enjeu stratégique et théorique fort (I). Le reflux de ces mobilisations, mais aussi les mutations des politiques scolaires, entraînent la nécessité de positions éducatives plus affirmées entre 1973 et 1981 (II). Enfin, de la victoire du PS en 1981 aux coordinations d'instituteurs en 1987, le rapport à la gauche au pouvoir et aux mutations du système éducatif tend à la fois à confirmer les fractures initiales et à accélérer de nouvelles ruptures (III).

I. 1968 et ses conséquences : quelles critiques et quelles stratégies vis-à-vis de l'école ?

Un système éducatif en pleine mutation

Le système éducatif français est en pleine recomposition du fait d'un vaste processus de démocratisation initié dès 1959, selon Antoine Prost (2013). Les réformes se multiplient : allongement de l'obligation de scolarité à 16 ans, création de trois types de collèges (CES, CEG, CET). La démographie et la demande sociale, mais également l'offre éducative renouvelée (Chapoulie, 2010) expliquent la massification des effectifs. C'est dans le secteur éducatif le plus modeste en effectifs, l'enseignement supérieur, que cette démocratisation a les effets les plus spectaculaires : en 1960, il y a 309 000 étudiants, chiffre qui passe à 850 000 étudiants.

Dans le même temps, la sociologie critique de l'éducation commence à éroder l'image traditionnelle de l'école, notamment au travers de l'ouvrage de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, en 1964. Les partisans d'une réforme de l'éducation, tant syndicalistes, hauts-fonctionnaires, universitaires et journalistes se retrouvent aux colloques de Caen (11-13 novembre 1966) et d'Amiens (15-17 mars 1968).

Un secteur éducatif plus favorable aux gauches révolutionnaires à partir de 1967 ?

En parallèle de ces mutations institutionnelles et idéologiques importantes, l'année 1967 correspond à un tournant dans le secteur éducatif. Au sein du syndicalisme enseignant, le SNES, principale organisation du second degré, bascule aux mains de la tendance « Unité et action », d'orientation communiste, mais regroupant aussi l'aile gauche du socialisme français (dont des membres du PSU). Le SNESup, syndicat de l'enseignement supérieur, a

quant à lui basculé à l'extrême-gauche. Le SGEN commence de son côté à être traversé par des interrogations qui aboutiront à la mise en cause de la direction en 1972. Dans les organisations de jeunesse, la crise de l'UEC (étudiants communistes) bénéficie aux organisations trotskistes. En 1966 est annoncée la création de la JCR (jeunesse communiste révolutionnaire), ancêtre de la LCR. La JCR tient son premier congrès le 24-27 mars 1967, qui démontre un certain dynamisme, notamment territorial⁵. L'OCI théorise dès le début de l'année 1967 le rôle révolutionnaire des questions de jeunesse, qu'elle soit scolaire, apprentie et estudiantine⁶. Cette stratégie lambertiste d'occupation des questions éducatives et de jeunesse se traduit par la naissance de la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires), officialisée par sa conférence constitutive du 27-28 avril 1968 à Paris.

Fondé le 3 avril 1960⁷, le parti socialiste unifié centre d'abord l'essentiel de son activité militante en opposition à la guerre d'Algérie⁸. Il joint toutefois sa voix aux militants laïcs de la FEN et manifeste sa volonté de voir abolir les lois anti-laïques⁹. Néanmoins dès l'année de fondation, un groupe d'étudiants s'organise au sein du nouveau parti, les Etudiants socialistes unifiés (ESU¹⁰). Dans le contre-plan adopté en 1963, la question éducative occupe une place modeste.... En revanche, la montée en puissance des étudiants PSU se fait sentir puisqu'en 1967, les ESU prennent le pouvoir à l'UNEF. En 1968, Jacques Sauvageot, membre du PSU, est en effet président de l'UNEF. C'est par ce biais que le PSU joue un rôle important dans le déroulement des événements de 1968 et se « gauchise », jusqu'en 1972, date de l'adoption de son manifeste *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*. Au Comité politique national du 7 mai 1968, le PSU proclame sa volonté « d'être le mouvement d'avant-garde de l'action étudiante et ceci y compris dans leur syndicat l'UNEF¹¹ ».

Des différences idéologiques nettes

Dès avant mai 1968, les différences idéologiques et programmatiques sont nettes en matière éducative entre les gauches révolutionnaires. Ainsi, la FER, en voie de constitution, affirme en mars 1968 sa défense des écoles normales d'instituteurs traditionnelles (c'est-à-dire avec la possibilité pour les élèves de rentrer avant le baccalauréat). La FER et la revue *Informations ouvrières* se montrent globalement critiques sur la sociologie critique de l'éducation, qualifiée d'approche « petite-bourgeoise et anti-ouvrière ».

Le PSU prône une voie totalement inverse dès 1967. Il procède à une remise en cause de l'idéologie dominante, l'acceptation des thèses de la sociologie critique et une opposition à la FGDS et à l'UEC. Il apparaît au PSU impossible de revenir à la situation antérieure : une transformation des contenus d'enseignement est indispensable. Et Michel Rocard, nouveau dirigeant national depuis 1967, d'appeler à la création de comité d'action populaire, de pouvoirs régionaux populaires et à l'instauration d'un pouvoir étudiant (droit de veto, autonomie des universités, reconnaissance des CAL¹².) Ainsi la tendance FUO de la FEN apparaît-elle totalement antagoniste de la position du PSU pour qui elle sombre dans « le

⁵ Jean-Paul SALLES, *La Ligue communiste révolutionnaire. Instrument du Grand soir ou lieu d'apprentissage*, Rennes : PUR, 2005, p.46-54.

⁶ « Toutes les couches de la Jeunesse sont menacées par la déchéance », *Informations ouvrières* (publication lambertiste) n°29, janvier 1967».

⁷ Le premier secrétaire national est Edouard Depreux.

⁸ *Tribune socialiste*, n° 1, 1960, éditorial : « Le combat pour la paix en Algérie, voilà le Premier objectif du PSU. »

⁹ On retrouvera les partisans affirmés de cette position dans le courant D du congrès d'Alforville (1962) – G. Desson et C. Lussy en sont les porte-paroles.

¹⁰ Le premier secrétaire général est R. Le Loch.

¹¹ *TS*, 9 mai 1969, p. 8. L'UNEF éclatera au congrès de Marseille – l'une dirigée par Jacques Sauvageot, l'autre par Daniel Bensaïd.

corporatisme poujadiste, le laïcisme exacerbé et ultra-conservateur¹³ », et fait preuve d'un anti-communisme viscéral qui l'amène à soutenir UID à l'intérieur de la FEN.

Entre temps, le 9 septembre 1967, une Commission nationale de l'enseignement est créée au sein du PSU¹⁴. Elle réfléchit à l'organisation d'Assises nationales de l'enseignement, prévue à Paris début juin 1968. Il s'agissait de préparer un projet de réforme éducative « rapporté aux choix économiques et sociaux du parti¹⁵ ». L'idée est de créer une « école socialiste » qui pourrait répondre aux défis du temps. Il s'agit en effet de réfléchir à la conception et au rôle respectif de l'école obligatoire, de l'enseignement supérieur et de l'éducation permanente, l'analyse du rapport entre pédagogie et démocratie, quelle culture peut animer un enseignement socialiste ? Par ailleurs, des sujets classiques sont traités : déclaration sur la rentrée scolaire, la formation des maîtres et des rencontres attendues ont lieu, avec le CNAL notamment, en vue d'une participation au colloque qu'il organise.

La JCR se trouve plutôt sur une situation intermédiaire entre la radicalisation de la critique du système éducatif porté par le PSU et la défense de l'école républicaine qui apparaît déjà au sein du mouvement lambertiste. Cette approche se retrouve dans la direction d'extrême-gauche du SNESup, qui déclare refuser la défense par principe des institutions universitaires existantes¹⁶.

Comment se positionner sur le système éducatif après Mai 68 ? L'analyse idéologique

Si l'action des gauches révolutionnaires est bien connue lors des événements de mai 1968, la période suivant celle-ci est plus méconnue. Or, elle est fondamentale. En effet, la critique du système éducatif se radicalise, notamment dans la sociologie de l'éducation. En 1970, l'ouvrage de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, puis en 1971, l'ouvrage de Christian Baudelot et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, participent à cette mise en cause d'une école perçue comme le rouage d'une société inégalitaire et injuste pour les classes populaires. En 1971, l'ouvrage d'Ivan Illich, *Deschooling society*, qui représente une approche radicalement hostile à l'institution scolaire, est traduit en français – son titre original, bien plus explicite que sa traduction française (*Une société sans école*) inspire directement le PSU et provoque des réactions contrastées.

Face à cette critique de l'éducation, les approches sont en effet différenciées. Lors de l'élection présidentielle de 1969 où Michel Rocard est candidat, le programme du PSU prévoit un certain de propositions concernant l'enseignement : changer les méthodes et les contenus de notre système d'enseignement, changer le mode de sélection et favoriser une formation tout au long de la vie. Tout cela ne sera possible que par le contrôle des travailleurs¹⁷. C'est la dénonciation de l'école reproductrice des inégalités sociales et la nécessité d'instaurer un contrôle sociale sur celle-ci.

Pour les lambertistes, l'école ne saurait être accusée en tant que telle. Soulignant qu'elle est tributaire de la situation globale, ils dénoncent la critique de l'institution scolaire, présentée comme une position réactionnaire¹⁸. Dès le début des années 1970, le courant se positionne à l'extrême-gauche comme l'un des plus farouches défenseurs de « l'école

¹³ PSU documentation, n° 98-99, 1975 « Le syndicalisme à l'école », p. 13.

¹⁴ Ours, fonds R. Chapuis 107 APO 31, dossier I. Cette commission s'étoffera rapidement en créant des « groupes d'études et d'action » (secondaire B. Ravenel, action pédagogique Jean Lecuir, lycée : J.P. Bompard). Une soixantaine de correspondants départementaux sont désignés. Robert Chapuis, le premier responsable était lui-même adhérent au SNEs, puis au SGEN à partir de 1977 (DBMO, éditions de l'Atelier, 2007, t. 3, p. 230)

¹⁵ Ours, fonds R. Chapuis 107 APO 31, dossier I. circulaire n° 4 du 26 septembre 1987.

¹⁶ Editorial, Bulletin du SNESup, n°148, septembre 1967.

¹⁷ TS, mai 69 « élection présidentielle ». Aux élections législatives d'octobre 1969, contre toute attente Michel Rocard bat dans les Yvelines, l'ancien Premier ministre Maurice Couve de Murville.

¹⁸ *Enseignement public* (revue de la Fédération de l'Education nationale) n°3, novembre 1973

républicaine », ce qui le rend spécifique sur ce point. De ce point de vue, il n'y a pas d'évolution par rapport au texte proposé par la FER dans son texte de fondation du 27-28 avril 1968. Autre fait marquant, dans une période d'intense réflexion pédagogique (montée en puissance des sciences de l'éducation institutionnalisées en 1967, renouveau des courants pédagogiques comme le GFEN ou le CRAP), les lambertistes s'expriment peu sur les dimensions didactiques et pédagogiques. Au contraire, les références à celles-ci sont plutôt d'ordre critique, avec la mise en avant de la dégradation, notamment dans le second degré, de l'autorité professorale¹⁹.

La Ligue communiste, née en avril 1970 comme héritière de la JCR, se retrouve là encore en intermédiaire entre ces deux positions, même si globalement elle est plus proche du PSU sur la critique de l'institution scolaire. Le sujet est traité de manière non négligeable lors de son congrès du 29-30 janvier 1972. La ligue souligne la « crise de l'idéologie enseignante », c'est-à-dire la culture scolaire traditionnelle fondée sur la transmission de disciplines et de savoirs. De manière étonnante, le congrès entre de manière parfois très précise dans les préconisations pédagogiques, prônant ainsi une école qui s'adapte aux élèves et une prise en compte accrue des pédagogies ludiques et non-directives²⁰. Cependant, le chapitre éducatif adopté par le congrès ne retient pas un rejet total de l'institution scolaire, dont la légitimité n'est pas niée.

Comment se positionner dans le système éducatif après Mai 68 ? L'approche stratégique

Les approches idéologiques reflètent parfois étroitement les enjeux stratégiques et organisationnels qui marquent les gauches révolutionnaires dans une période faste pour elles. Les mouvements lycéens sont en effet particulièrement puissants entre 1968 et 1973, date à laquelle ils refluent rapidement²¹. Au sein du syndicalisme enseignant, les évolutions sont globalement favorables. Au sein de la FEN, la majorité modérée recule jusqu'en 1973, en partie au profit des différentes extrêmes-gauches présentes dans la fédération. Le syndicat éducatif de la CFDT, le SGEN, connaît une poussée de gauche qui se traduit en 1972 par le départ de militants plus modérés. Certes, le SNESup est perdu par l'extrême-gauche début 1969, au profit d'une majorité communiste et modérée, ce qui prive les gauches révolutionnaires d'un champ non négligeable²².

Les trois tendances (PSU, OCI, Ligue communiste) convergent sur ce point : l'éducation est un terrain d'action privilégié. La création d'organisations de jeunesse (Alliance des jeunes pour le socialisme pour l'OCI, occupation du terrain de l'UNEF par le PSU, participation des militants de la Ligue aux manifestations lycéennes). Le militant de la Ligue communiste Michel Field théorise d'ailleurs l'intérêt stratégique des mobilisations éducatives qui ont lieu entre 1968 et 1973²³. Cependant, cette apparente unanimité traduit de vraies divergences à la fois tactiques et organisationnelles.

Ces différences organisationnelles s'expriment de manière particulièrement forte dans le syndicalisme enseignant. Au sein de la FEN, le courant *Ecole émancipée*, qui regroupait depuis l'origine de la fédération l'ensemble des gauches révolutionnaires, éclate. L'essentiel du courant garde ce nom, correspondant aux anarchistes et surtout aux militants de la Ligue. Les lambertistes créent un « Front unique Ouvrier » (FUO). Outre les différences

¹⁹ Tribune FUO, *Université Syndicaliste* (revue du SNES) n°17, 5 mai 1971

²⁰ Manifeste du comité central de la Ligue communiste des 29 et 30 janvier 1972, *Ce que veut la Ligue communiste*, Paris : Maspero, 1972

²¹ Didier LESCHI, « Mai 68 et le mouvement lycéen », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13., 1988, pp. 260-264.

²² *Bulletin du SNESup* n°180, mars 1969

²³ Michel FIELD, *L'école dans la rue*, Paris : Grasset, 1973.

idéologiques, les deux tendances se séparent sur la stratégie syndicale. En effet, le FUIO se caractérise par sa proximité culturelle avec les organisations laïques (Comité national d'action laïque, Libre Pensée, Grand Orient de France) et son soutien militant à la laïcité²⁴. Ceci le conduit à soutenir de manière répétée la direction socialisante de la FEN durant les années 1970, la proximité culturelle (militantisme laïque, attachement à l'école publique et à la culture républicaine traditionnelle) étant net.

Le PSU a une stratégie éducative encore plus complexe : d'une part, il essaie de rénover la FEN, puis devant l'échec, d'investir le SGEN. Une nouvelle perspective syndicale s'est d'abord dessinée : rénover les pratiques de la FEN de l'intérieur, en s'adressant aux syndiqués du SNI et du SNES, d'où la publication d'un texte manifeste dû à Guy Cocq, syndiqué par ailleurs au SNES : « Proposition pour la rénovation du syndicalisme enseignant ». En effet, les événements de 1968 ont provoqué un rejet de certaines pratiques syndicales jugées trop corporatiste faisant d'elle une « véritable administration parallèle, sans aucune prise sur les problèmes réels de l'enseignement et des enseignants qui ne sont pas séparables du contexte social où ils se posent²⁵. » Bref, la charte d'Amiens n'est plus adaptée à l'évolution des choses. La tendance rénovation syndicale (RS) comporte des militants du SNES de la tendance Unité et action. Ils mettent en relation pratiques pédagogiques et syndicales, insistent sur lien entre école et société et entendent dépasser les tendances pour aboutir à un syndicat général. La direction du PSU encourage, en 1972, ses militants à passer au SGEN. Ce passage contribue à radicaliser celui-ci et apporte tout une réflexion sur « la déscolarisation des luttes... à savoir que les enseignants en tant que corps ne sont pas capables de déterminer les modalités et les objectifs des luttes sur l'école²⁶. » Ce sont donc les travailleurs qui doivent prendre la maîtrise des problèmes éducatifs. Un titre de *Combat socialiste* résume bien l'état des choses de l'époque : « L'école, ça sert à quoi ? ». En revanche, une des militants enseignants du PSU restent à la FEN²⁷, ce qui complexifie la stratégie du PSU en milieu éducatif²⁸.

Par ailleurs, le rapport PSU/organisation syndicale n'est pas sans poser problème, notamment avec celle dont il est le plus proche, la SGEN, très soucieux de son indépendance. Ainsi, le responsable pédagogique de l'organisation Antoine Prost²⁹, interroge fermement Robert Chapuis sur « la conception que se fait le PSU de l'indépendance syndicale et sur les conséquences pratiques qu'il en tire³⁰. » Et Edmond Maire écrit le 15 octobre 1969 à Michel Rocard qu'il est périlleux de confondre fonction politique et syndicale – la création des groupes politiques d'entreprise du PSU ne lui paraît pas d'un bon aloi³¹. Or, lors du Conseil national de novembre 1969, le PSU appelle à la convergence des luttes syndicales et politiques et ne s'interdit donc pas l'action au sein des entreprises, des administrations, au risque de prendre à revers les organisations syndicales.

²⁴ Intervention de Jean-Jacques MARIE (animateur du FUIO), *Enseignement public*, n°1, septembre 1972

²⁵ Ours, fonds R. Chapuis 107 APO 31, dossier II, lettre de R. Chapuis à J. Personne.

²⁶ *PSU documentation*, n° 98-99, 1975 « Le syndicalisme à l'école ».

²⁷ *Tribune socialiste* (revue du PSU), « Ecole : vers une autre stratégie », 4 mai 1972

²⁸ *Tribune socialiste*, « Ecole et société », 31 octobre 1973

²⁹ *TS* du 16 avril 1970 titre à la une « Lénine et l'avenir » où il parle de « contrôle ouvrier. Le PCF apprécie avec modération !

³⁰ Ours, fonds R. Chapuis 107 APO 31, dossier II, lettre d'A. Prost à R. Chapuis du 18 octobre 1968 où il s'étonne d'avoir été inscrit pour animer une table ronde aux assises de l'enseignement sans avoir été prévenu et décline l'invitation d'y participer.

³¹ Michèle Cotta, *L'Express*, 10 novembre 1969. Rappelons que le futur secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire, est membre du PSU depuis 1962.

II. De 1973 à l'élection présidentielle de 1981 : quel projet global pour l'éducation ?

Un contexte éducatif en évolution

L'année 1973 voit plusieurs changements. Elle continue la dernière poussée des grandes manifestations lycéennes, notamment après les mobilisations de février-avril contre la loi Debré. Si elles réapparaissent, notamment contre la réforme Haby, il faut attendre le plan Devaquet et le début des années 1990 pour trouver un tel niveau de mobilisation. Les questions éducatives ne quittent pas pour autant l'actualité. En effet, les Ministères Fontanet (1972-1974) et Haby (1974-1978) sont marqués par des discussions éducatives. La loi Haby du 11 juillet 1975 entraîne notamment la naissance du collège unique et du lycée d'enseignement professionnel. L'augmentation des effectifs du second degré et du supérieur se poursuit, entraînant en collège et en lycée l'augmentation du nombre de personnels précaires (maîtres auxiliaires) dont les mobilisations se multiplient. Enfin, la question des programmes scolaires du premier et du second degré, affectés par la réforme Haby, devient plus présente dans le débat éducatif.

Des inflexions stratégiques

Au sein du syndicalisme enseignant, les réseaux d'influence des gauches révolutionnaires connaissent des évolutions contrastées. Elle tend à se tasser puis à décroître au sein de la FEN après 1973, mais elle connaît une évolution inverse au SGEN. La direction du PSU encourage, en 1972, ses militants présents dans « Rénovation syndicale » de la FEN à passer au SGEN³². Ce passage contribue à radicaliser celui-ci. Une partie néanmoins des militants enseignants du PSU restent à la FEN, ce qui complexifie la stratégie du PSU en milieu éducatif³³. Les personnels précaires deviennent, notamment pour le PSU et la Ligue communiste révolutionnaire, ainsi que leurs réseaux éducatifs, un enjeu important. C'est particulièrement net pour les militants du PSU présents au SGEN, qui font des inégalités internes aux personnels éducatifs (auxiliaires, femmes), un enjeu syndical et militant³⁴. Ce syndicat se spécialise d'ailleurs durant la décennie sur la défense de ces groupes défavorisés, y compris en dénonçant l'égalité formelle permise par la fonction publique. Une telle idée est aussi présente au sein des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, qui affirme explicitement le rôle politique des luttes en milieu scolaire (recrutement, déstabilisation des institutions bourgeoises, influence idéologique)³⁵. Ils reproduisent cet usage stratégique des catégories de personnels défavorisés du système éducatif au sein de la tendance Ecole émancipée à la FEN³⁶. La ligue dénonce d'ailleurs l'orientation réformiste de la majorité de la fédération, qui freinerait les luttes sociales et co-gérerait le système éducatif avec le Ministère de l'Education³⁷.

L'OCI, à la différence du PSU et de la LCR, ne connaît pas d'inflexions réelles en matière de stratégie en milieu éducatif. La défense de la FEN et une relative proximité avec sa majorité sont présents durant toutes les années 1970, et est réaffirmée régulièrement³⁸. Cette défense (qui ne va pas sans critiques néanmoins adressées à la modération de la direction de la FEN) est justifiée par le rejet de la tendance communiste « Unité et Action » présente au

³² *Tribune socialiste* (revue du PSU), « Ecole : vers une autre stratégie », 4 mai 1972

³³ *Tribune socialiste*, « Ecole et société », 31 octobre 1973

³⁴ *Syndicalisme Universitaire* (revue du SGEN) n°570, 3 février 1972

³⁵ *Critique communiste* (revue de la LCR) n°16, juin 1977

³⁶ *Tribune Ecole émancipée, Université Syndicaliste* n°20, 21 février 1979

³⁷ *Critique communiste* n°31, mars 1980

³⁸ *La lettre d'informations ouvrières* n°102, 21 avril 1979

sein de la fédération³⁹. L'OCI soutient de même la constitution de l'UNEF-SE (ancêtre de l'UNEF-ID), au nom de la double lutte contre le PSU et le PCF influents au sein de l'UNEF renouveau⁴⁰. Elle prône de même la participation aux mouvements de défense des écoles rurales, menacées à la fin des années 1970 de fermeture du fait du reflux démographique et de la fermeture des classes uniques⁴¹.

Des divergentes croissantes des projets éducatifs

Dans ce nouveau contexte militant mais aussi éducatif, le besoin d'affirmer et d'affiner un projet éducatif est plus fort pour les gauches révolutionnaires. Globalement, ce sont l'ensemble des forces de gauche qui produisent des programmes ambitieux pour l'école durant les années 1970 (SNI, FEN, SNES, SGEN pour le syndicalisme enseignant, PS et PCF pour les grands partis de gauche).

En 1974, le secteur éducation de la Ligue communiste révolutionnaire synthétise un projet éducatif, d'ailleurs orienté vers la critique de l'institution scolaire telle qu'existante. Intitulé de manière révélatrice « L'école de Ferry est morte », il allie critiques sociologiques de l'institution scolaire, volonté d'étendre les mobilisations sociales dans le secteur éducatif, et les pédagogies alternatives⁴². Le programme dénonce par ailleurs les projets éducatifs du PS et du PCF, considérés comme réformistes et insuffisants face à la crise du système scolaire. Cependant, la production programmatique de la LCR tend à modérer, au fur et à mesure des années 1970, ses critiques sur ce dernier. Cette inflexion est nette dans le programme adopté suite au bureau du 15 janvier 1977, « Oui, le socialisme ! ». Tout en confirmant le rejet d'un système éducatif qualifié « d'enfermement scolaire », il voit une approche plus favorable des disciplines et des savoirs scolaires, ainsi qu'un jugement moins critique sur le rôle des enseignants⁴³.

En décembre 1972, quelque mois après la création du parti socialiste à Epinay, lors du congrès de Toulouse, le PSU trouve un certain équilibre en adoptant un manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ». Et ce sera Lip en 1973 où le PSU semble de nouveau réellement porteur d'un projet de société et le congrès d'Amiens (en 1974) où la majorité menée par Michel Rocard qui souhaitait entrer au PS est désavouée. Le PSU se définit comme un parti « qui tente d'exprimer la politique du courant révolutionnaire pour l'autogestion, c'est-à-dire socialiste, révolutionnaire, démocratique et libertaire⁴⁴. » Cela n'est sans conséquence sur ses positions en matière éducative.

La réforme Haby est dénoncé, là aussi, non de l'intérieur, mais de l'extérieur comme caractéristique d'une société qui sélectionne – la réforme en est l'instrument. Pour autant, le PSU est –il réellement capable de mener à bien des actions propres, en ne s'appuyant pas sur le SGEN dont nombre de ses militants sont membres, même si les rapports qu'il entretient avec la CFDT sont compliqués depuis les Assises pour le socialisme de 1974 ? Rien n'est moins sûr ; par ailleurs, le lien avec les lycéens est très lâche : à partir de 1976, le secteur lycée, malgré l'existence de stages de formation communs lycéens-étudiants, est pour le moins squelettique, pour ne pas dire inexistant.

En 1978, le Front autogestionnaire qui présente des candidats aux élections législatives est l'héritier d'une conception anti-autoritaire de l'école⁴⁵. L'essentiel de son programme est

³⁹ La *Lettre d'informations ouvrières*, n°32, 23 avril 1978.

⁴⁰ La *lettre d'informations ouvrières* n°82, 10 novembre 1978

⁴¹ La *lettre d'informations ouvrières* n°159, 28 août 1979

⁴² Ligue communiste révolutionnaire, *L'Ecole de Jules Ferry est morte*, Paris : Maspero, 1974

⁴³ Programme de la Ligue communiste révolutionnaire, *Oui, le socialisme !*, Paris, Maspero, 1978

⁴⁴ *PSU Documentation*, n° 106-107 « Le PSU : le parti de l'autogestion socialiste », p. 2.

⁴⁵ *Le poing*, bulletin de la fédération de la Somme du PSU du 14/10/1977 désinstitutionnalise totalement l'école. Ecole et autogestion signifie : disparition du corps enseignant, disparition de l'école en tant qu'institution séparée, fin de la séparation entre école et production. La société sera tout entière éducative. »

centré sur les questions institutionnelles : nationalisation de l'enseignement privé (la loi Guermeur vient d'être votée, le programme des partis de gauche va dans ce sens), mais surtout souhaite la suppression des recteurs et des inspecteurs, le contrôle de la formation par les travailleurs et les jeunes⁴⁶. Néanmoins, entre le désir et la réalité, l'écart et les désillusions peuvent être grands : ainsi en mars 1978, une grève a lieu à la Cité scolaire d'Amiens (5000 élèves) pour des questions de règlement intérieur, les « élèves souhaitent un changement radical dans la vie du lycée ». Résultat : les cours reprennent une semaine après et... les élèves militants constatent qu'après avoir obtenu droit d'affichage et réouverture des foyers, ils « ont eu tort de penser que parmi les grévistes tous étaient vraiment motivés. [...] Nous parlons de la grève comme des anciens combattants, nous nous faisons aussi des illusions, mais c'est dur de subir sa vie quand on voudrait la vivre⁴⁷. »

L'OCI ne semble pas avoir produit de programme éducatif en tant que tel durant les années 1970. Néanmoins, les positions éducatives de l'organisation s'affirment et se précisent au travers des déclarations et actions des militants lambertistes, en particulier ceux œuvrant dans le syndicalisme enseignant. La défense de l'école publique est particulièrement forte, celle-ci étant considérée comme un acquis du mouvement ouvrier⁴⁸. Au sein de la FEN, les militants lambertistes s'opposent frontalement à toutes les remises en cause de l'institution scolaire. Ces critiques sont en effet perçues comme un danger pour les classes populaires elles-mêmes, qui seraient menacées par tout recul de l'enseignement public⁴⁹. Lors de la Commission administrative du SNES du 28 et 29 janvier 1970, Jean-Jacques Marie, responsable du courant lambertiste au sein de la FEN, met l'accent sur la défense des disciplines scolaires. Une telle position devient systématique par la suite⁵⁰.

III. Prendre position face à l'après-1981 : entre pouvoir de gauche et renouveau des critiques.

Des politiques éducatives transformées à partir de 1981

A partir de 1981, le contexte politique et éducatif change radicalement. En effet, c'est un gouvernement de gauche qui dirige les politiques publiques, notamment éducatives. Ceci se traduit par des réformes importantes : création des ZEP en 1981, rapport Legrand sur le collège en 1982, rapport Prost sur le lycée en 1983, décentralisation éducative à partir de 1983. Les lycées et l'enseignement supérieur connaissent à partir de cette période une nouvelle poussée des effectifs, notamment favorisés par la création du baccalauréat professionnel en 1985.

Entre 1981 et 1984, la réforme de l'enseignement supérieur, et surtout la relance de la question de l'enseignement privé sous contrat, constituent des thèmes de conflit profonds⁵¹. Plus méconnu, le rapport Legrand suscite en 1982-1983 de violents affrontements politico-pédagogiques sur le collège, qui divisent l'ensemble des forces politiques et syndicales. Lors de la cohabitation, entre 1986 et 1988, plusieurs mesures éducatives suscitent la contestation : la réforme de l'enseignement supérieur dite Devaquet, ainsi que la création des maîtres-

⁴⁶ Fonds J. Maite, tract : « Pour l'autogestion par le pouvoir des travailleurs », Amiens 1978. On peut noter que dans les secteurs nationaux, il existe un secteur formation, mais pas de secteur école.

⁴⁷ *Pourquoi pas !*, n° 4, décembre 1978, p. 13. L'article est signé « deux lycéennes ».

⁴⁸ *La lettre d'informations ouvrières* n°158, 11 juillet 1979

⁴⁹ Contribution du F.U.O., *Enseignement public* n°5 bis, 28 novembre 1975

⁵⁰ *Université Syndicaliste* n°19, 6 juin 1973

⁵¹ Bruno Poucet, *L'enseignement privé sous contrat*, Fabert, 2009.

directeurs. Ce dernier faisait des directeurs d'école primaire des supérieurs hiérarchiques des instituteurs.

Quelles critiques des politiques éducatives après 1981 ?

Les politiques éducatives socialistes suscitent des réactions très différenciées au sein des gauches révolutionnaires.

Le PSU paraît être le moins critique, du moins dans les quatre premières années de gouvernement socialiste et souligne son relatif échec et s'interroge sur sa stratégie. 1981 change-t-il quelque chose sur la position du PSU par rapport à l'école ? Il faut d'abord remarquer que l'accord programmatique PSU/PS signé le 29 mai 1981 n'aborde pas la question de l'école ni de la formation⁵². Les années Savary et Chevènement sont d'une certaine manière le signe d'un échec du PSU⁵³. Ainsi, Jean-Claude Guérin⁵⁴, permanent national du SGEN et par ailleurs membre du PSU, propose une analyse de la période Savary-Chevènement où il souligne « que la politique Savary allait clairement dans le sens de ce que les progressistes proposaient depuis des années, il n'est pas étonnant que le ministère ait été catalogué comme « pro-sgen ». Mais, interroge l'auteur « n'avons-nous pas cru que « la rupture » avec le système pouvait s'effectuer en quelques mois, que les personnels avaient voté pour le changement et qu'ils étaient prêts à l'assumer⁵⁵ ? » A l'inverse, la politique de Chevènement « allait à l'encontre de ce que le mouvement pédagogique, le courant d'éducation nouvelle, les sciences de l'éducation et les recherches en ce domaine préconisent. » Reste que le PSU n'a guère été capable de proposer une alternative. Il lui faut se situer sur le terrain idéologique, apporter des réponses concrètes aux aspirations des enseignants, tenir compte du principe de réalité et chercher des alliances dans le milieu et hors du milieu (notamment dans les associations de quartier, de cadre de vie). Bref, il faut éviter que « l'école ne devienne le fournisseur de la société duale, éclatée⁵⁶. »

Le PSU soutient les grévistes de la faim des écoles Diwan qui demandent l'intégration d'un plus grand nombre d'enseignants et refusent que l'enseignement du français se fasse d'emblée en cours préparatoire, car en ce cas un véritable bilinguisme ne leur paraît pas possible. C'est aussi une manière de s'opposer à un modèle « idéologique et culturel unique où l'Etat se réserverait le droit de baliser les limites de la normalité⁵⁷. »

Pour autant, les programmes de la droite lors des élections législatives de 1986 apparaissent au PSU comme dangereux, marqué du sceau du libéralisme et... paradoxe pour un parti autogestionnaire, il défend l'Etat : « la réduction systématique du rôle de l'Etat est une solution dangereuse. Liberté, libéralisme. Que de mots qui cachent une réalité tout autre qui sera fatale aux plus démunis⁵⁸. » En effet, le programme du PSU en la matière, adopté par la Direction politique nationale des 8-9 février 1986, insiste sur la nécessaire décentralisation des responsabilités éducation, la formation étant conçue comme une étape d'une éducation permanente. Education transformée, où les savoirs évoluent, où les disciplines sont décloisonnées, où les nouveaux moyens technologiques sont utilisés, où l'école doit être ouverte sur la vie, où les droits des élèves sont égaux (révision de la carte scolaire, intégration

⁵² Voir *PSU Documentation*, n° 150 « L'Ecole à quoi ça sert ? »

⁵³ Toutefois, il faudrait affiner l'analyse, car localement des divergences peuvent se faire sentir. Ainsi la Fédération de Vendée du PSU, dans un communiqué de presse du 21 novembre 1983, déclare qu'il « faut dépasser les archaïsmes et aller à l'essentiel, qu'il faut s'intéresser à l'acquisition des savoirs et des savoirs faire, construire des relations avec le monde économique » et soutient ainsi le projet du ministre.

⁵⁴ Ancien adhérent du SNES, membre de la Commission administrative de la FEN, membre de Rénovation syndicale.

⁵⁵ *L'Autogestion, l'Alternative*, 2A (désormais 2A), n° 127, 17 mars 1986, p. 4-5.

⁵⁶ 2A, n° 127, 17 mars 1986, p. 5.

⁵⁷ Lettre ouverte du PSU-Bretagne, *L'Autogestion, l'Alternative*, 2A (désormais 2A), n° 119, 6 janvier 1986, p. 9.

⁵⁸ 2A, n° 126, 10 mars 1986, p. 7.

des cultures d'origine), suppression des statuts différents des enseignants, de l'inspection, reconnaissance de la possibilité d'innover.

Les réformes, en partie inspirées de la deuxième gauche (PSU, rocardiens, CFDT) comme la décentralisation scolaire ou les ZEP sont violemment refusées par les lambertistes. Dès 1981, le sujet de la décentralisation (en particulier de l'Education nationale) devient pour les militants lambertistes de la FEN un *casus belli* face à la gauche au pouvoir, tant elle symbolise pour eux le risque de démantèlement du service public⁵⁹. A cela s'ajoute la critique de la modération du pouvoir socialiste vis-à-vis de l'enseignement privé catholique⁶⁰. L'anticléricisme du courant lambertiste se traduit par des attaques violentes contre l'Eglise catholique, accusée de chercher à s'immiscer dans le système éducatif. Les réformes pédagogiques sont particulièrement critiquées : le PCI dénonce les missions Legrand et Prost comme des tentatives de faire baisser le niveau de l'école publique⁶¹.

La LCR se retrouve à nouveau dans un positionnement programmatique et idéologique intermédiaire entre ces deux pôles. D'une part, elle critique violemment l'abandon de l'objectif de nationalisation de l'enseignement privé sous contrat (inscrit dans les projets socialistes jusqu'en 1981). Cependant, cette critique est marquée par un moindre anticléricisme que les lambertistes (la question de la concurrence scolaire étant plus soulignée)⁶². De même, la LCR dénonce le discours de « crise de l'école » et le refus des réformes pédagogiques. Elle dénonce la vague d'ouvrages et d'articles des années 1983-1984 qui prônent la restauration de l'école traditionnelle. Elle critique violemment les discours et politiques du Ministère de Jean-Pierre Chevènement (rétablissement de l'instruction civique, accent mis sur les matières fondamentales) entre 1984 et 1986, considérés comme un reniement supplémentaire de la gauche au pouvoir⁶³.

Des mutations stratégiques décisives ?

Pour les gauches révolutionnaires, le premier septennat de François Mitterrand pose la question du positionnement face aux politiques menées par la gauche au pouvoir. Le domaine éducatif n'y échappe pas. Paradoxalement, c'est bien l'OCI, devenue le PCI, qui va le plus loin dans la rupture stratégique avec les politiques éducatives socialistes. Ce divorce éducatif avec le PS et la FEN (dont la direction est liée par les lambertistes au PS) se traduit par la création d'un « Comité d'appel aux laïques », lancé le 8 mai 1983 composé de lambertistes et de militants de Force Ouvrière (FO), et se situant hors des organisations laïques liées à la FEN⁶⁴. Cette volonté se traduit la même année par l'injonction faite par le PCI de quitter cette dernière au profit de FO⁶⁵. Une partie des militants lambertistes quitte donc le SNES et le SNI pour renforcer la FNEC (Fédération nationale de l'enseignement et de la culture) de Force Ouvrière. C'est un tournant fondamental : en appelant à quitter la FEN et le CNAL, les lambertistes rompent avec un milieu culturel et militant qu'ils avaient accompagné depuis les années 1950.

La direction de la LCR reprend certaines de ces critiques, notamment vis-à-vis de la FEN. La majorité de celle-ci est accusée d'une trop grande passivité vis-à-vis de la gauche au pouvoir. Cependant, la direction de la LCR refuse toute rupture publique avec la fédération,

⁵⁹ Jean Jacques MARIE et Laurence TAIN (militants FUIO), « Fonction publique et service public devant les perspectives de décentralisation », *Université Syndicaliste* n°10, 19 novembre 1981

⁶⁰ *La Lettre d'informations ouvrières* n°25, 14 mai 1983

⁶¹ *La lettre d'informations ouvrières* n°41, 11 novembre 1983

⁶² Nicolas JEANSON, « Projet Savary : de recul en capitulation devant l'école privée », *Critique communiste* n°16, février 1983.

⁶³ « Ecole : hier, la « rénovation », aujourd'hui la « restauration » », *Critique communiste* n°36, décembre 1984

⁶⁴ *Cahiers de défense de l'école laïque* (revue du Comité d'appel aux laïques) n°1, mai 1983.

⁶⁵ Encouragement à s'aligner sur FO qui commence à apparaître notamment dans *La Lettre d'informations ouvrières* n°25, 14 mai 1983

critiquant d'ailleurs la stratégie de scission effectuée par le PCI⁶⁶. Cette ambivalence des militants de la Ligue communiste révolutionnaire vis-à-vis de la FEN est présente au sein même de cette dernière. En effet, la tendance Ecole émancipée combine à la fois un rejet des orientations de la majorité socialisante de la fédération, tout en restant attachée à l'organisation⁶⁷.

La période de cohabitation confirme ces mutations. La LCR critique fortement les premiers projets de « refondation » de la FEN, qui consistaient à faire émerger un pôle syndical réformiste avec la CFDT et à marginaliser en interne les courants les plus contestataires. De ce fait, les militants de la LCR privilégient les mobilisations sociales « à la base » dans le secteur éducatif. C'est notamment le cas des manifestations lycéennes et estudiantines contre le projet Devaquet à l'automne 1986⁶⁸. C'est encore plus nettement le cas des « coordinations » d'instituteurs qui naissent en réaction à la volonté du Ministre René Monory de créer le statut de maître-directeur (annoncé dès la rentrée 1986, ce statut est confirmé par décret le 2 février 1987). Ces coordinations, fondées hors syndicat par des militants d'extrême-gauche (notamment de l'Ecole émancipée ou de l'aile gauche du SGEN). Elles sont particulièrement actives dans la manifestation massive du 11 février 1987. La revue théorique de la LCR met en avant l'exemple des coordinations d'instituteurs comme une forme renouvelée d'action militante⁶⁹. Cependant, leur caractère provisoire prive la LCR d'un appui plus durable sur ce type de mouvement.

Pour les lambertistes, la période de cohabitation se traduit par l'effondrement des structures créées envers le monde éducatif. En effet, des militants de l'AJS et de l'UNED-ID, emmenés par Jean-Christophe Cambadélis, font scission et crée « Convergences socialistes ». Cette organisation, qui tient sa première convention le 7 juin 1986 et passe rapidement au Parti socialiste le 14 septembre, est surtout un « sas » de passage comme le souligne Karel Yon⁷⁰. Un document interne au parti du 20 mai 1986 souligne d'ailleurs que cette scission ruine le résultat de 25 ans d'animation de réseaux éducatifs.

Le PSU est, en réalité, désormais davantage concentré sur son devenir⁷¹ plus que sur les questions de l'école qui occupaient la part belle de ses réflexions dans les années antérieures. Il les reprend, mais ne les renouvelle guère comme le montre un week-end de formation organisé les 18 et 19 janvier 1986 dont le thème est « Ecole-éducation formation »⁷². On remarquera que d'entrée de jeu le stage choisit, en conformité avec les orientations traditionnelles du parti, de parler moins d'école que de formation – ce sont en effet les secteurs « immigrés » et « femmes » et les « jeunes » « qui organisent cette réunion. Et il s'agit d'éviter que « le problème reste entre les mains des seuls enseignants ». L'école est d'ailleurs considérée comme une « entreprise », volontairement aucune réflexion n'est proposée sur le syndicalisme enseignant. Les thèmes de débat « évitent » ainsi la confrontation directe avec la question de l'école puisqu'il s'agit de réfléchir au statut des enfants et des jeunes dans notre société, de l'immigration, du sexisme, du rapport entre la formation et le travail (avec une intervention de Bernard Charlot, auteur de *La mystification pédagogique*) qui souligne que le projet Chevènement d'élitisme républicain n'a rien à voir avec le socialisme : l'école ainsi conçue, c'est celle d'une élite technocratique⁷³, les exclus de

⁶⁶ « Le PCI quitte le SNI pour FO », *Critique communiste* n°23, novembre 1983

⁶⁷ Intervention de Luc TROUCHE (militant Ecole émancipée), Conseil fédéral national de la FEN du 16-17 mai 1984 (Archives UNSA-Education).

⁶⁸ « La réforme universitaire Devaquet. Les étudiants face à l'offensive libérale », *Critique communiste* n°58, décembre 1986

⁶⁹ « La rébellion des instits », *Critique communiste* n°63, mai 1987

⁷⁰ Karel YON, « Que faire de la théorie au Parti socialiste ? », *Sociétés contemporaines* n°81, 2011, pp.81-105

⁷¹ Ainsi, dès 1984, la question de la fin du PSU est posée, 2A, n° 73.

⁷² 2A n° 124, 24 février 1986, p. 7. 47 militants y ont participé.

⁷³ 2A, n°124, 24 février 1986, p. 7-8.

l'école. On ne peut guère voir ici une version « libératrice » de l'école, c'est le moins que l'on puisse dire ! Et l'une des contributions souligne que la nouvelle organisation des lycées, notamment professionnelles mise en place par JP Chevènement contribue à une ségrégation accélérée des élèves : le texte préconise ainsi de créer un seul type d'établissement, avec un baccalauréat qui serait le diplôme terminal des lycées, avec tronc commun et de nombreuses options, bref aider (grâce aux petits groupes) à la mise en place de « parcours individuels sur mesure⁷⁴ ». Le fil conducteur de ce week-end de formation est donc de considérer l'école comme le premier rouage de l'engrenage capitaliste et de se demander s'il faut en rester à une dénonciation critique ou proposer un modèle idéal ? Bref, on s'interroge, *in fine*, sur le bien-fondé de la stratégie menée jusqu'à présent et sur l'avenir du parti : cela ne facilite guère l'approfondissement de la réflexion.

Le départ d'Huguette Bouchardeau au PS en 1985 est un signe fort que le congrès de Bourg-en-Bresse de décembre 1986 reprend, d'une certaine manière à son compte : le PSU est un parti moribond avec un millier de militants (adhérents) de la « troisième gauche », comme le titre *Le Monde* du 3 septembre 1986. L'Appel pour un arc en Ciel, sur le modèle des verts allemands (22 mars 1987), la volonté de créer une « Nouvelle gauche⁷⁵ » marquent l'entrée dans un processus qui conduira à la dissolution du parti en décembre 1989⁷⁶. La question éducative a cessé d'être une préoccupation majeure, elle est une incidente dans un appel centré sur les questions organisationnelles, au mieux un constant « les lycéens et les étudiants prennent en main leurs luttes⁷⁷ » ou une critique du décret Monory souhaitant instaurer un « statut de maître directeur » qui voit la naissance d'une « coordination ». Apparaît ici très clairement le fait que le PSU estime qu'une partie des syndicats enseignants sont « sclérosés » et que l'on ne peut se limiter à la défense d'un statut et à un combat anti-hierarchique, aussi légitime- soit-il d'où le slogan retenu : « Rejet du texte sur les maîtres-directeurs oui, défense de l'immobilisme : non !⁷⁸ ». Et de réclamer une transformation dans son ensemble du système éducatif. Ce n'est pas vraiment une analyse sur l'école, mais il y a une évolution et un retour, peut-être à une approche plus traditionnelle où l'école occupe le centre. En revanche, les questions de société : femmes, immigrés⁷⁹, écologie, démocratie locale sont bien présentes⁸⁰.

Conclusion

Cette esquisse de parcours permet de souligner plusieurs points d'appréciation sur le système éducatif qui s'est démocratisé et massifié. Le rôle des partis d'extrême gauche a été important dans l'évolution de la société civile, mais n'a pas permis de jouer un rôle décisif en matière d'évolution du système éducatif. Le manque d'unité en est une des raisons fondamentales : divergence de conception et de positionnement stratégique, différences d'appréciation idéologique, dispersion des appartenances syndicales, même si les passerelles ont été nombreuses entre la Ligue communiste et le PSU. Cela étant apparaissent de façon

⁷⁴ 2A, n° 121, 20 janvier 1986, p. 7.

⁷⁵ *Initiatives* n° 3, décembre 1988.

⁷⁶ La création de la Nouvelle gauche en décembre 1988, par fusion des comités Juquin qui avec 2% à l'élection présidentielle avait échoué à s'affirmer face aux verts, est l'ultime tentative pour regrouper PSU, Gauche alternative, dissidents du PC et de la Ligue. Le PSU prononcera sa dissolution en décembre 2009.

⁷⁷ 2A, *Autogestion l'alternative*, PSU, n° 164, 1 février 1987, p. 2.

⁷⁸ 2A, 16 février 1987, « Ecole : non aux petits chefs, non à l'immobilisme », p. 9.

⁷⁹ Le 19 décembre 1987 a lieu à Amiens l'élection d'étrangers dans un conseil municipal, à titre de conseillers associés.

⁸⁰ Ainsi la dénonciation de l'exclusion de quatre élèves et de la suspension de deux professeurs au lycée militaire d'Aix est une prise de position contre l'autoritarisme de l'armée davantage qu'une réflexion sur l'école, cf 2A, 28 novembre 1988, p. 5.

récurrente, par rapport aux partis de gouvernement, des clivages importants sur le rôle de l'Etat, sur la nécessité ou non de la décentralisation, sur la question pédagogique et la conception de la laïcité. Ces débats qui ont émaillé les discussions et provoqué la rédaction de nombreux textes, ne sont pas restés sans influence dans les prises de position des organisations politiques et syndicales, sur les questions éducatives jusqu'à aujourd'hui.